DISCOURS DE CLOTURE DU PRESIDENT D'HONNEUR DU ROPPA
AU NOM DE LA SOCIETE CIVILE

Je voudrais, au nom de la société civile et du secteur privé dans le secteur agricole remercier avec déférence la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS et leurs partenaires techniques et financiers d'avoir associé pleinement la société civile dans le procesus d'élaboration de la feuille de route dans le cadre d'AGIR.

Cette attitude de nos organisations d'intégration est à saluer et ne nous étonne pas depuis le processus participatif pour l'élaboration des politiques régionales d'intégration.

Je voudrais saluer leur leadership dans ce processus et surtout la prise en main du processus ainsi que les partenaires.

Cependant, nous avons des préoccupations qui sont l'essence même de notre présence ici :

1. Une attention soutenue sur l'aspect de la cohérence à partir de l'existant pour une meilleure réalisation des objectifs ECOWAP et PAU ;

2. La **prise en compte des acteurs dans les communautés (agriculteurs, agropasteurs, pasteurs, nomades, pêcheurs et exploitants forestiers) ;**

3. La **prise en compte de la chaîne de valeur comme une dimension de la résilience** ;

4. Le **volontarisme dans la mobilisation et la mise à disposition des fonds publics au niveau régional.** Nous formulons une demande forte au niveau national pour le même volontarisme ;

5. La **cohérence des financements des partenaires au développement en cohérence avec la Déclaration de Paris** ;

6. La **gouvernance** : l'initiative AGIR est éminemment multidimensionnelle et nécessite une approche et une coordination multisectorielles. Au niveau régional comme au niveau national, il est nécessaire que tous les secteurs et ministères en charge soient impliqués (agriculture, élevage, environnement, action sociale, dispositif de prévention et gestion des crises, systèmes d'alerte précoce) ;

7. Les **engagements de différents partenaires et redevabilité** : tous les partenaires de l'Alliance, ayant participé à toutes les étapes de l'élaboration de la feuille de route, doivent mettre leurs différentes initiatives et financements en cohérence avec la feuille de route régionale et les feuilles de route nationales à venir. **Ceci concerne autant les institutions régionales, les gouvernements nationaux, les partenaires techniques et financiers et les OSC.** En particulier, tous les financements (humanitaire, transition, développement) doivent respecter les principes et les priorités de la feuille de route. Une transparence accrue sur les engagements financiers et les mécanismes de financement en faveur de la résilience dans la région et les différents pays est nécessaire, afin qu'un exercice de redevabilité de l'initiative

puisse être régulièrement mené dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de l'initiative. Toutes les parties prenantes de cette initiative doivent développer une communication interactive afin de mieux faire connaître l'initiative et amener tous les acteurs (du niveau régional au niveau local) à y adhérer pour créer la synergie pour des résultats importants en faveur des populations vulnérables ;

8. La **prise en compte des communautés les plus vulnérables** (femmes, personnes âgées et jeunes) **comme cibles prioritaires de l'initiative AGIR**. Il est clair qu'offrir des opportunités aux femmes, aux jeunes et aux personnes âgées donne plus de potentiel à la communauté et *in fine* une plus grande capacité à construire une résilence plus forte.

9. En terme de calendrier, il est très important que toutes les interventions prévues soient mises en œuvre dès que possible, qu'il s'agisse des interventions pour le court, moyen ou long terme : en particulier, les interventions visant des effets à long terme doivent débuter aussitôt que possible et ne pas être considérées comme moins prioritaires.

Je ne terminerai pas sans remercier le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest pour sa mobilisation et son expertise de la région. Nous espérons qu'il se mobilisera toujours avec un engagement ferme en faveur de nos intérêts communs.

Je vous remercie.